



DROIT CONSTITUTIONNEL – FICHE N°2

LE BLOC DE CONSTITUTIONNALITÉ

La Constitution n'est pas le seul document qui a valeur constitutionnelle. Elle est une partie d'un ensemble plus vaste nommé « bloc de constitutionnalité » et qui regroupe à la fois des textes, des principes et des coutumes. Sous la Vème République, le bloc de constitutionnalité de l'Etat français est composé de :

- La Constitution de 1958
- Le préambule de la Constitution de 1946
- La déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789
- La Charte de l'environnement (depuis le 1er mars 2005)
- Les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République
- Les objectifs de valeur constitutionnelle (liberté, égalité, fraternité...)
- Les principes à valeur constitutionnelle (qui sont vivement critiqués par la doctrine)

La Charte de l'environnement

Introduite dans le préambule de la Constitution de 1958 par la loi constitutionnelle du 1er mars 2005, la Charte de l'environnement est essentiellement composée d'une dizaine d'articles déclaratoires. Par exemple, l'article 1er précise que « chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé » et l'article 2 dispose que « toute personne a le devoir de prendre part à la prévention et à l'amélioration de l'environnement. »

Le plus important d'un point de vue opérationnel est l'article 5, qui consacre le principe de précaution : « lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veillent, par application du principe de précaution et dans leurs domaines d'attributions, à la mise en œuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage. »

Les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République

Ces principes sont énoncés dans le préambule de 1946 mais sans être énumérés précisément, ce qui a laissé une grande marge d'interprétation au Conseil constitutionnel, qui a consacré différents principes : la liberté de la presse, la liberté d'association, la liberté d'enseignement et de conscience, la liberté syndicale, l'indépendance des professeurs d'universités, le respect des droits de la défense...

Un principe fondamental reconnu par les lois de la République doit répondre à plusieurs conditions :

- Etre tiré d'une législation républicaine intervenue avant l'entrée en vigueur du préambule de la Constitution de 1946
- Ne pas avoir été démenti par une autre législation républicaine (nécessité de constance et de répétition)
- Revêtir un caractère fondamental, suffisamment général et non contingent

Les objectifs à valeur constitutionnelle

Les objectifs à valeur constitutionnelle peuvent venir contrebalancer d'autres libertés protégées constitutionnellement. Il ne s'agit pas de censurer des dispositions législatives mais au contraire de justifier des dérogations (limitées) à des principes constitutionnels.

Par exemple, la décision du 20 janvier 1981 sur la loi sur la sécurité et la liberté précise que « ce qui est nécessaire pour la sauvegarde des fins d'intérêt général ayant valeur constitutionnelle » comme le maintien de l'ordre public doit être concilié avec la liberté individuelle et celle d'aller et de venir.

Les principes à valeur constitutionnelle

Il existe 5 principes à valeur constitutionnelle, identifiés par des décisions du Conseil constitutionnel mais sans référence à un texte particulier :

- La continuité de l'État et du service public, 1979 (25 juillet 1979)
- La liberté d'entreprendre (16 janvier 1982)
- La protection de la dignité de la personne humaine (27 juillet 1994)
- Le respect de la vie privée (18 janvier 1995)
- La liberté contractuelle (10 juin 1998)